

COMMUNIQUE DE PRESSE
GREVE DES 115 DE FRANCE LE 2 AOUT 2011

Parce que les **baisses drastiques de budget** annoncées condamnent les associations à **remettre à la rue des centaines de personnes**,
Parce que nous, professionnels de terrain, nous connaissons les conséquences de ces remises à la rue pour les personnes que nous accompagnons chaque jour,
Parce que nous ne voulons pas être les complices impuissants d'une situation de non-droit

Les professionnels du 115 seront en grève dans de nombreuses villes de France, le mardi 2 Août.

Il s'agit d'une mobilisation dont le caractère inédit souligne l'ampleur de la crise que connaît actuellement l'urgence sociale.

« Toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique et sociale a accès, à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence ».

Art L 345-2-2 Code de l'action sociale et des familles.

« Toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir y bénéficier d'un accompagnement personnalisé et y demeurer, dès lors qu'elle le souhaite, jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée.»

Art.L 345-2-3.

L'Etat ne doit pas se cacher derrière la politique du « logement d'abord », encore en chantier et sans effet pour le moment, pour remettre à la rue, en dépit de la loi, des centaines de femmes, d'hommes et d'enfants. **L'argument d'un accès au logement pour tous est un leurre : ces logements n'existent pas et l'accompagnement médico-social prévu n'est pas mis en place.** Ce sont les trottoirs, les parcs et les terrains vagues qui accueillent aujourd'hui les personnes n'accédant pas ou plus à l'hébergement.

Nous les voyons chaque jour s'épuiser physiquement et psychologiquement, perdre l'espoir d'un ailleurs que la rue, condamnés à la survie.

Cette grève est donc, après les différentes mobilisations locales ainsi que la démission de Xavier Emmanuelli, un nouveau cri d'alarme, celui exprimant la colère des professionnels de terrain de toute la France.

Nous demandons à ce que la loi soit respectée. Pour se faire, que l'Etat doit revenir sur la restriction de budget annoncée et montrer un réel engagement en faveur des plus démunis. Il en va de destin humains, de notre éthique professionnelle et du maintien du pacte social.

Contact Presse :

- Au national : Maud Bigot (06 18 92 41 08) reelengagementsdf@gmail.com
- En local :